Des femmes à la table des négociations

Partage international nº 151 – Mars 2001

par Miriam H Zoll

Pour des millions de femmes sur la planète, l'idée même qu'elles puissent prendre des décisions politiques ou économiques relève du véritable tabou. Mais lorsqu'il s'agit de la guerre et de la paix, quand la mort frappe sans distinction, une évolution commence à apparaître dans la tradition qui relègue les femmes dans leur maison et leur village, laissant aux hommes le gouvernement et les négociations.

Au Cambodge, au Guatemala, au Burundi et au Moyen-Orient, on voit les premiers fruits de l'effort mené par des femmes de plus en plus nombreuses pour prendre part aux négociations de paix et de reconstruction. Cette présence laisse espérer que les jeunes gouvernements sauront saisir l'occasion d'instaurer de véritables démocraties, et qu'ils intégreront davantage le droit des femmes dans les nouvelles constitutions et législations qu'ils mettront en place.

Une étape décisive

Pour nombre d'associations de femmes et de militants des droits de l'homme, la demande croissante des femmes de participer officiellement à la reconstruction de leurs pays marque une étape décisive dans la reconnaissance mondiale de l'égalité des sexes.

En fait, c'est souvent la guerre qui a donné à bon nombre de femmes les capacités pour participer à cette reconstruction. En effet, alors que les hommes étaient au combat, il leur a fallu assumer la fonction de chef de famille et les principales responsabilités dans leurs communautés, comme le note Noeleen Heyzer, directrice de l'Unifem (Fonds de développement des Nations unies pour les femmes, agence chargée de coordonner la participation des femmes aux efforts de paix en Afrique et au Moyen-Orient). Ce statut nouvellement acquis est naturellement menacé au retour des soldats, quand de vives pressions s'exercent pour revenir à la « tradition ». Mais le fait que des femmes soient déjà partenaires dans les efforts de paix et de reconstruction garantit la permanence et la consolidation de leurs acquis, et même de nouvelles avancées. *« L'Histoire montre que l'absence des femmes dans les pourparlers de paix a conduit à des reculs dommageables en matière de développement et de reprise économique,* expliquait N. Heyzer dans une conférence donnée à l'ONU. *A Dayton, à Arusha (Tanzanie) et à Wye Plantation, ce sont essentiellement les hommes qui négociaient la fin de la guerre et posaient les bases de la paix. Mais le processus de reconstruction d'une société ruinée par la guerre demande une contribution égale des femmes et des hommes. »*

L'égalité entre les sexes

En juin 2000, à la demande de Nelson Mandela, négociateur en chef dans le processus de paix au Burundi, l'Unifem a envoyé une équipe de femmes de haut niveau qui ont montré à N. Mandela, aux douze négociateurs et aux 19 partis politiques impliqués l'importance cruciale qu'il y avait à introduire l'égalité entre les sexes dans la nouvelle société.

Cette équipe avait pour mission d'apporter l'assistance technique nécessaire pour qu'il soit concrètement tenu compte de l'intérêt des femmes, que ce soit en matière d'accession à la propriété et aux emplois publics, de rapatriement, de réinstallation et de réintégration des réfugiés, ou plus généralement dans la mise en place des systèmes judiciaire et électoral et des réformes constitutionnelles et foncières.

Résultat de ce travail : les 19 partis se sont engagés à assurer une pleine participation des femmes dans l'élaboration et la mise en œuvre des accords de paix. Ils ont, en particulier, nommé chacun deux représentantes, et ont décidé de convoquer ensemble, en liaison avec l'ONU, une Conférence des femmes sur la paix.

Etudes de cas

Le travail accompli par Mu Sochua illustre comment une présence féminine dans un gouvernement et un processus de paix peut aider à garantir les droits fondamentaux des femmes. Ministre cambodgienne des femmes et des anciens combattants depuis 1998, elle a passé dix-huit ans en exil, dont six à la frontière thaïlandaise pour le compte du Haut-Commissariat aux réfugiés. Rentrée au Cambodge en 1991, elle créa l'association Khemara, visant à

faciliter l'accès des femmes aux postes de responsabilité. En 1995, elle fut nommée conseillère spéciale pour les femmes auprès du premier ministre. Alors que le Cambodge se prépare à tenir ses premières élections démocratiques depuis trente ans, M. Sochua travaille plus particulièrement à améliorer la sécurité des femmes et des filles. Notamment, elle exerce une forte pression sur les officiers de police, les procureurs et les juges masculins afin qu'ils sanctionnent les violences commises contre elles. Elle invite également celles qui vivent en milieu rural à se présenter à tous les postes électifs, et à faire connaître leurs opinions politiques. *« Si l'on n'a pas le pouvoir,* a-t-elle déclaré lors d'une récente conférence donnée aux Nations unies, *quoi qu'on fasse, les changements seront lents. »*

Comme au Cambodge, le Burundi a subi trente ans de guerre civile (affrontements entre Hutus et Tutsis) avec les violences de toutes natures qui l'accompagnent inévitablement. En juillet 1998, l'ancien président de Tanzanie, Julius Nyerere, lança les négociations de paix, sous les auspices de la fondation Mwalimu Nyerere. A sa mort, N. Mandela prit la relève, aidé d'une équipe de douze *« experts africains en résolution de conflits ».* Emilliene Minani, présidente du Réseau burundais des femmes réfugiées, fait partie des sept femmes auxquelles le gouvernement a donné le statut d'observateur permanent. Lors des premières négociations officielles, en 1998, elle et ses collègues féminines se sont vu refuser l'entrée de la salle. Déterminées à se faire entendre, elles se sont alors lancées dans un intense travail de pression. Elles arrêtaient les principaux responsables des partis politiques dans les couloirs des bâtiments gouvernementaux, pour les prier de prendre en considération le point de vue et les besoins des femmes dans les plans de paix officiels. Des efforts qui ont payé, puisque les 19 partis ont maintenant accepté que 38 nouvelles femmes prennent une part entière aux pourparlers de paix.

« Les Burundaises ont toujours demandé à être partie prenante des négociations de paix, explique E. Minani. « Nous avons lutté ensemble pour faire reconnaître ce droit, indépendamment de nos origines ethniques et géographiques, et de nos appartenances politiques. En tant que femmes, nous voulons faire en sorte que les droits de toutes les Burundaises soient partout protégés, dans les domaines aussi bien politique que social et économique.»

Au Guatemala, cette question de la participation des femmes au processus de paix a été, à bien des égards, inverse, comme l'indique Luz Mendez, car elles ont été invitées dès le début à s'y joindre. Dès la fin de la guerre, au milieu des années 1990, elle s'est plus particulièrement occupée du processus de reconstruction nationale. Luz Mendez est aujourd'hui coordinatrice générale de l'Union nationale des femmes guatémaltèques, association qui a pour but d'assurer l'égalité aux femmes et aux filles en matière de travail, de représentation politique et d'économie.

Pour elle, *« les avancées auxquelles on assiste au Burundi et au Moyen-Orient représentent une victoire majeure pour les femmes et instaurent une nouvelle tendance qui bénéficiera tant aux hommes qu'aux femmes […] Je crois,* poursuit-elle, *qu'elles ne sont possible que grâce à la demande générale des femmes, à travers le monde, d'être reconnues officiellement comme partenaires à part entière dans les processus de paix […] C'est aussi un pas important pour l'ONU, dont le poids et la contribution aux négociations de paix se verront ainsi renforcés. »*

Faire tomber les barrières

Le Moyen-Orient constitue l'un des points chauds du monde, avec ce qui est souvent apparu comme un bloc de différences inconciliables entre Israël et le monde arabe. Cependant, la mort du président syrien Hafez-el-Hassad en juin 2000 et le retrait récent de l'armée israélienne du Sud-Liban ont modifié spectaculairement le paysage politique et militaire de la région. Et il y a désormais des femmes autour de la table des négociations. Grâce à un projet financé par les Pays-Bas, les femmes palestiniennes et israéliennes formulent maintenant leurs propres idées pour parvenir à une paix durable. Comme pour le Burundi, une équipe de femmes envoyées par l'Unifem s'est jointe à elles à Jérusalem. Ce projet, selon N. Heyzer, qui en fait partie, vise à trouver des points de rencontre entre les femmes des deux bords pour élaborer ensuite un plan de paix alternatif viable. *« Le travail des Palestiniennes et des Israéliennes pour trouver une formulation commune de leur vision de la paix est déjà très avancé,* déclare-t-elle. *Du côté palestinien, les négociateurs travaillent avec des femmes qui ont connu, du fait de l'occupation, diverses difficultés, politiques, économiques et sociales. Il était tout à fait remarquable de rencontrer des femmes connaissant la dure vie des camps de réfugiés et qui voulaient, malgré tout, apporter leur soutien à cette initiative commune de paix. Du côté israélien,* poursuit-elle, *l'initiative néerlandaise cherche à donner une voix et un poids égal aux trois composantes principales de la société hébraïque : les Palestiniennes israéliennes,*

les Juives séfarades (originaires des pays arabes) et ashkénazes (originaires d'Europe occidentale). On part du principe de départ que l'on ne peut atteindre une paix durable que si toutes les femmes de ces différentes communautés se mobilisent pour soutenir un processus de paix qui reconnaisse l'égalité des sexes », conclut-elle.

Auteur : Miriam H Zoll, correspondante de l'American News Service, à New York.
Thématiques : femmes, politique
Rubrique : Divers